

Garde d'enfants

Faute de places dans les crèches, les parents en sont réduits à jongler

Accueil de jour, soutien familial, jeune fille au pair, nounou, les alternatives existent mais engendrent stress et coûts supplémentaires

Olivier Wurloz

Que faire sans place en crèche? Les jeunes parents en Suisse romande sont encore nombreux à se poser la question et doivent monter des systèmes de garde parfois kafkaïens, jonglant entre diverses solutions alternatives. Outre le recours aux jardins d'enfants - un modèle finalement très proche d'une crèche -, trois solutions semblent principalement usitées.

Les grands-parents

Prenez les grands-parents: il apparaît aujourd'hui qu'ils n'ont jamais été autant sollicités par leur progéniture pour donner un coup de main dans la garde de leurs petits-enfants. «Je suis devenu grand-père professionnel», expliquait dans nos pages Jacques Bonvin tout en racontant n'avoir pas hésité à remettre son entreprise pour aider sa fille. À raison de deux jours et demi par semaine, c'est lui qui s'occupait de ses deux petites-filles.

Virginie Minguely raconte pour sa part avoir également «dû faire appel à ses beaux-parents au moment de reprendre son activité professionnelle», puisque, à Domdidier (FR), malgré ses 5000 habitants, le village ne comptait tout simplement aucune crèche. Dans certains cantons, comme en Valais ou dans le Jura, cette entraide familiale relève même de la culture locale.

Cette solution, idéale lorsqu'il s'agit de confier sa progéniture à une personne de confiance, souffre



Les difficultés des parents à trouver une solution de garde pour leurs enfants reviennent régulièrement dans nos colonnes. DR

toutefois de certains inconvénients. La distance entre les membres de la famille peut s'avérer particulièrement contraignante, notamment lorsqu'il faut se lever avant l'aube et rouler sur des kilomètres pour assurer la relève avant le départ des parents au travail. Leur engagement reste également limité à une ou deux journées par semaine afin que cela «reste de l'ordre du plaisir».

Boom de l'accueil de jour

En complément au soutien de sa propre famille, les mamans de jour sont particulièrement plébiscitées par les jeunes parents. Rebaptisées aujourd'hui «accueillantes de jour», ces femmes (il y a très peu d'hommes) s'occupent, contre rémunération, d'autres enfants en plus du ou des leurs. Dans la plupart des cantons, elles doivent désormais recevoir une autorisation, suivre des formations et respecter un certain nombre de règles pour pouvoir être actives.

Sur Genève, par exemple, le service d'autorisation et de surveillance de l'accueil de jour (SASAJ) veille à ce qu'une accueillante ne prenne pas plus de cinq enfants en charge à la fois et ne dépasse pas les cinq jours de travail par semaine.

Mais si cette alternative séduit les familles, elle souffre visiblement du même problème que les crèches: il y a pénurie. Notamment lorsqu'il s'agit d'accueillir un enfant de moins de 2 ans. «En quête d'une alternative, nous nous sommes d'abord tournés vers l'accueil familial de jour, mais à nouveau sans succès étant donné le manque de mamans de jour officielles accueillant un bébé en bas âge», regrette une habitante de Lancy.

Cette situation a débouché sur l'apparition «d'alternatives à l'alternative». Outre le marché noir de la maman de jour non déclarée, Internet est entré dans la danse, à l'exemple de la plate-forme «Je garde tes enfants». Depuis bientôt trois ans, Jennifer Ackermann - après avoir elle-même galéré à trouver une solution de garde - a mis au point ce système où les parents peuvent se créer un réseau et s'organiser entre eux sans qu'il soit cette fois question d'argent. Selon sa fondatrice, le site serait bien accueilli.

«Plusieurs communes ont déjà mis le lien de mon site sur le leur, pour dire aux parents que, en plus de la garderie et de l'accueillante en milieu familial, il y a des alternatives pour permettre aux parents de gérer les moments où il n'y a pas de solutions de gardes adéquates (ndlr: fin de journée, vacances ou encore week-ends)», affirme Jennifer Ackermann. La formule commence à essaimer, au dire de la jeune femme, et compte actuellement quelque 300 adhérents.

Ubérisation de la nounou

Vu le manque de mamans de jour certifiées, de nombreuses familles

finissent par faire au modèle de la nounou à domicile. Les agences se sont multipliées ces dernières années, voire ubérisées en se déployant sur Internet, à l'exemple de Topnanny.ch, Babysitting24.ch ou encore Yoopies.ch. «Recrutement, mise en relation entre la candidate et la famille, établissement du contrat, versement des salaires, déclarations diverses, notre atout est que nous nous occupons de tout», expliquait début janvier dans nos pages Melody Diana au moment de lancer une nouvelle agence baptisée Ma Nanny.

Si ces nouveaux pourvoyeurs de nounous se développent rapidement et assurent un vivier important et rapide d'aides aux familles, il reste la question de la confiance. Sur ce point, les prestataires cherchent à rassurer en affirmant que tout est fait dans les règles de l'art et que les enfants sont en sécurité. Certains ont d'ailleurs mis au point un système de notation et de recommandation via Facebook pour rassurer les parents.

Des témoignages recueillis ces derniers jours prouvent toutefois que tout n'est pas aussi rose. Une famille, installée à Genève, raconte avoir enchaîné les soucis, et cela d'autant plus que bon nombre des baby-sitters ne sont pas déclarées. «Avec notre première nounou, à cause d'une histoire personnelle compliquée et parce qu'elle était sans papiers de séjour, nous étions dans un état de stress continu. Une catastrophe! La suivante était à nouveau au noir, ce qui nous donnait l'impression d'être un peu hors la loi, et cela alors même que nous répondions à nos obligations, notamment en ce qui concerne le salaire et le paiement de l'AVS», raconte Nati Gomez.

À cela s'ajoute encore le facteur coût. Puisque les nounous privées nécessitent pour une famille de disposer de suffisamment de moyens financiers.